



NOTICE DE SELECTION POUR CONSULTANT INDIVIDUEL

IC/27/CLPR/2022

Date : 13/05/2022

PAYS : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

INTITULE DE LA MISSION : **Recrutement d'un (01) consultant-e national-e pour la formation des membres des infrastructures locales de paix et du dialogue social et communautaire**

Durée de la mission : **Un mois et demi (45 jours ouvrables)**

Zones d'intervention du projet: **Bambari, Ndele, Bria, Bangassou, Alindao, Kouango, Nana Bakassa, Markounda, Batangafo, Paoua et Bozoum).**

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention obligatoire de la référence et intitulé du dossier. Toute demande de renseignement sera adressée à l'adresse e-mail : procurement.cf@undp.org

Votre proposition devra être reçue au plus tard le lundi 30 Mai 2022.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Centrafricaine est un pays post-conflit dont les besoins de reconstruction sont conséquents et complexes. Les crises politiques et sécuritaires récurrentes ont fortement fragilisé les institutions et entravé le développement socio-économique du pays, renforcé l'extrême pauvreté et occasionné une fragmentation de la cohésion sociale du fait des violentes confrontations entre des groupes antagonistes ayant chacun sous son contrôle une partie du territoire.

Une telle réalité sombre, exige la mise en place des actions urgentes afin de promouvoir le dialogue social et communautaire inclusif à la base dans les localités les plus affectées par les conflits dans l'optique de parvenir à une paix durable, gage du relèvement économique et du développement. Au regard des deux opportunités majeures à savoir : i/ la tenue du dialogue républicain, ii/ l'organisation des élections locales, le contexte est favorable à la mise en place des actions urgentes requises.

Le dialogue politique prôné par le Président de la République réélu, est une opportunité de paix de plus qui, vient renforcer les acquis de l'APPR-RCA et favoriser la consolidation de la paix avec une particularité qui réside dans son caractère communautaire avec la ferme volonté de favoriser une grande participation de tous, et surtout des femmes et des jeunes aussi bien au niveau national que local. Cette approche permettra la pacification du territoire et le renforcement des conditions politiques pour la tenue effective et le bon déroulement des élections locales prévues en septembre 2022.

Afin de favoriser la résilience du capital social des communes des régions du pays les plus affectées par les multiples crises notamment le nord-ouest et le sud-est, le projet « appui au dialogue social et communautaire inclusif pour la paix en RCA » financé par le fonds du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix (PBF) et conjointement mis en œuvre par le PNUD et ONU Femmes, a été initié pour combler le gap structurel du dialogue social et communautaire inclusif qui se traduit par une faible implication des populations à la base dans le processus de négociation et de la mise en œuvre des accords de paix en RCA. Ce projet entend saisir l'opportunité de la redynamisation de l'exécution des résolutions de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) signé en février 2019 entre le gouvernement et les 14 groupes armés incluant entre autres les élections apaisées, le dialogue communautaire et la relance des activités économiques.

Les résultats du projet sont les suivants :

1. Les populations, en particulier les femmes, les jeunes et les populations vulnérables participent efficacement à un dialogue local inclusif capable de réduire les violences communautaires et de favoriser la cohésion sociale dans les sous-préfectures cibles du projet ;

2. Les mécanismes de dialogue communautaire favorisent la tenue des élections locales apaisées et inclusives dans les sous-préfectures cibles du projet.

Ainsi, pour atteindre ces résultats, le PNUD se propose de recruter un (e) consultant (e) national (e) qui aura la charge de renforcer les capacités des infrastructures locales de paix existantes et/ou mises en place dans la zone de couverture du projet, notamment des communes situées dans les 5 préfectures suivantes : Bamingui-Bangoran (Dar El Kouti), Basse-Kotto (Alindao), Ouaka (Kouango), Ouham (Nana-Bakassa, Markounda, Batangafo) et Ouham-Pendé (Paoua, Bozoum), avec une extension sur la haute Kotto, le Mbomou et la Vakaga, notamment les CLPR, les organisations de la jeunesse et des femmes, les leaders coutumiers, communautaires et les plateformes des confessions religieuses.

II. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

A) Objectifs

Sous l'autorité du Représentant Résident Adjoint Programme du PNUD et la supervision générale du Spécialiste Gouvernance et directe du Coordonnateur du projet, le consultant national chargé de la formation des membres des infrastructures locales de paix et de réconciliation aura la responsabilité de concevoir des modules de formation et appuyer l'organisation d'un atelier de formation desdits membres. A travers des exercices pratiques il animera également des sessions de sensibilisation et évaluera les connaissances acquises par les bénéficiaires durant la formation.

De façon concrète, l'appui programmatique et technique attendu du consultant, sera de :

- Identifier les acteurs clefs du dialogue social et communautaire inclusif qui doivent participer au renforcement des capacités ;
- Appuyer l'équipe d'organisation de l'atelier, notamment en ce qui concerne l'élaboration des TDRs et l'agenda de l'atelier de formation.
- Elaborer les modules de formation sur les typologies de conflits, les différentes techniques de prévention et de gestion des conflits (communication, médiation, négociation sociale, coaching,)
- Identifier les exemples concrets de conflits dans chaque zone pour des exercices pratiques ;
- Organiser la formation à travers un agenda bien précis
- Procéder à l'évaluation des connaissances acquises par les participants
- Rédiger le rapport final de l'atelier de formation.

B) Résultats attendus

Au terme de cette formation, le Consultant National atteindra les résultats spécifiques suivants :

- Des modules de formation sur les techniques de prévention et de gestion des conflits sont élaborés
- La notion de conflit dans le contexte organisationnel, comprise
- Les techniques de prévention et de gestion des conflits (communication, médiation, négociation sociale, coaching, etc.)
- Des fiches d'évaluations sur les connaissances acquises de la formation, conçues ;
- L'équipe d'organisation de l'atelier, appuyée, notamment en ce qui concerne l'élaboration des TDRs et l'agenda de l'atelier de formation.
- Les sessions de formation, avec des exercices pratiques d'assimilation à travers des exemples concrets, réalisées
- L'évaluation des connaissances acquises par les participants, réalisée
- Le rapport final de l'atelier de formation, rédigé

III. METHODOLOGIE

Le consultant national établira un chronogramme de travail validé par le Coordonnateur du projet en étroite collaboration avec le Spécialiste Programme de la Gouvernance. Il rencontrera périodiquement ces derniers pendant la durée de son contrat pour échanger et réajuster les actions au besoin. Il présentera tous les modules, pour approbation avant le démarrage de l'atelier. Il travaillera en étroite collaboration avec l'équipe d'organisation de l'atelier au PNUD et au besoin avec les autres parties prenantes du projet. Il fournira au projet un agenda de la formation et des rapports intermédiaire et final, relatifs à sa consultation.

IV. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

La Mission sera conduite par un consultant national qui aura la responsabilité de l'organisation du travail, de la production et de la qualité des livrables de la consultation.

Plus spécifiquement, le consultant national devra avoir le profil minimal suivant :

- 1) **Éducation :**
- ✓ Être titulaire d'un Diplôme supérieur de niveau troisième cycle universitaire (Master II, ou DEA, DESS) en sciences sociales, Economie, Gestion ou autre diplôme équivalent
- 2) **Expériences :**
- ✓ Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la gestion et planification des projets, la formation des adultes et des professionnelles ;
 - ✓ Avoir une connaissance parfaite du français et de MS Excel, MS Project, Powerpoint ;
 - ✓ Avoir une connaissance des langues nationales de la RCA est un atout ;
 - ✓ Être capable d'entreprendre régulièrement des missions dans les milieux enclavés, dans un cadre pluridisciplinaire, dans des conditions difficiles et sous pression ;
 - ✓ Avoir la capacité de diriger une réunion avec divers intervenants et de rédiger différents types de rapports.
 - ✓ La connaissance du SNU est un atout
 - ✓ Être de Nationalité Centrafricaine
- 3) **Langues requises :**
- ✓ Le consultant national devra parler couramment le français et les langues nationales, notamment le Sango.

V. DUREE DE LA MISSION ET LIEUX DE DEPLOIEMENT

La mission est prévue pour une durée de quarante et cinq (45) jours ouvrables. Le consultant national retenu sera travaillé avec l'équipe du projet, dans les zones cibles du projet à l'intérieur du pays durant toute la période de formation (Bambari, Ndele, Bria, Bangassou, Alindao, Kouango, Nana Bakassa, Markounda, Batangafo, Bocaranga et Kouï).

VI. LIVRABLES

Les produits attendus de cette mission sont les suivants :

Echéancier	Livrables
Avant le démarrage de la formation (L1)	<ul style="list-style-type: none"> - Le plan de formation - L'agenda de l'atelier - Les différents modules de formation (complet et PowerPoint) - Les fiches d'évaluations
Durant la formation (L2)	<ul style="list-style-type: none"> - Exécution de la formation à travers les différents modules et les exercices pratiques - Rapport de chaque journée de formation
A la fin des formations (L3)	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des connaissances - Remise de certificat - Le rapport final de la consultation

VI. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Le consultant national travaillera sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PBF « Appui au dialogue social et communautaire pour la paix en RCA ».

VII. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. **Proposition technique**
- (a) Lettre de motivation
 - (b) CV incluant les expériences similaires et au moins trois références professionnelles

- (c) Une brève description de la méthodologie de travail, l'approche pour exécuter le travail selon les TDR et un chronogramme détaillé des activités et résultats attendus à chaque étape.
- (d) Le planning de mise en œuvre (chronogramme).
- (e) Copies légalisées des diplômes et autres attestations des services faits

2. Proposition financière

Votre proposition financière sera soumise sur la base de l'approche forfaitaire (Les honoraires et les frais de l'étude couvrant les déplacements du consultant national dans les localités où sera réalisée les formations et autres coûts d'édition des rapports et documents constituant les livrables)

Les frais de communications peuvent y être inclus.

3. Contrats forfaitaires

La proposition financière prévoit un montant forfaitaire et précise les modalités de paiement sur la base de produits précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs). Par exemple, la proposition financière indiquera si le paiement sera effectué par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat. Les paiements seront effectués sur la base de livrables (au terme de l'exécution des services spécifiés dans les Termes de Références (TDRs). Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, il est recommandé de demander aux candidats de fournir une ventilation de ce montant forfaitaire (en y incluant les indemnités journalières et les autres frais tel que la communication).

VIII. CRITERES D'EVALAUTION

Les soumissions techniques reçues seront notées suivant les critères d'évaluation ci-dessous :

Critères	Scores Maximum (points)
1. Qualification et expérience dans le domaine de la gestion et planification de projets	40
- Diplôme (Master II, ou DEA, DESS) en sciences sociales, Economie, Gestion ou autre diplôme équivalent)	10
- -Expertise avérée en matière de de gestion et planification de projet de développement rural ou communautaire	10
- Expérience professionnelle avérée dans la formation des adultes et les professionnelles dans les domaines de cohésion sociale	15
- Références antérieures pour les expériences similaires	5
2. Plan de travail	10
Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50
- La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10
- Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15
- La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	05
- La proposition comprend-elle un cadre de suivi et d'évaluation pertinent ?	10
- La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment	10
Total des points pour l'offre technique	100

N.B. Le score minimum exigé pour se qualifier est 70 % offre technique et 30 % score financier.

Les propositions techniques

Une proposition technique incluant :

- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Un CV actualisé.

Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

a. L'offre technique

Elles seront évaluées sur des critères en rapport avec les termes de référence. Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

b. L'offre financière Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts joint. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

La note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière A} = [(\text{Offre financière la moins distante}) / \text{Offre financière de A}] \times 30$$

Le contrat sera accordé au (à la) consultant(e) dont l'offre a été évaluée et acceptée, et en fonction des critères suivants :

En conformité avec les Termes de Référence de la consultance ;

Ayant obtenu la note la plus élevée dans l'évaluation combinée de l'offre technique et financière

X. MODALITE DE PAIEMENTS

Les jalons pour les paiements se déclinent comme suit :

Deliverables	Délai (cumulé) (jours calendaires)	%	Validation
1^{ère} Tranche : Validation du : 1) plan de formation, 2) l'agenda de l'atelier, 3) les différents modules de formation (complet et PowerPoint), 4) les fiches d'évaluations. 20 % du montant du contrat à la signature, au titre de l'avance de démarrage, contre remise du livrable 1 précisé ci-dessus ;	7 jours	20%	Coordonnateur du Projet PBF
2^{ème} Tranche : Exécution de la formation à travers les différents modules et les exercices pratiques + les rapports de chaque activité de formation. (Livrable 2)	30 jours	40%	Coordonnateur du Projet PBF
3^{ème} Tranche : Remise du rapport final validé + les rapports d'évaluation des connaissances + le rapport de remise de certificat (livrable 3)	45 jours	40%	Coordonnateur du Projet PBF
TOTAL		100%	

